

Lettre ouverte à Jean-Claude JUNKER concernant la désignation de M Tibor Navracsics en qualité de Commissaire européen pour l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et la Citoyenneté

Cc : Membres du Parlement européen

Monsieur Junker,

Lors de la présentation de votre Collège de Commissaire et de l'attribution des portefeuilles, vous avez annoncé la nomination de M. Tibor Navracsics au poste de Commissaire pour l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et la Citoyenneté. Les signataires de cette lettre ouverte, représentant des réseaux et des organisations de la société civile qui ont porté l'Année Européenne des Citoyens, considèrent cette nomination comme inacceptable.

M. Navracsics a été un acteur des politiques publiques attentatoires aux valeurs du projet et des Traités européens mises en œuvre par les gouvernements hongrois dirigés par M. Orban, politiques critiquées par la Commission tant pour la réforme de la Constitution de 2013 que pour les réformes touchant la liberté des médias de 2011. C'est pourquoi, au nom des principes démocratiques qui sont à la base de l'UE, nous considérons cette nomination comme mettant en danger les relations entre la Commission européenne et les organisations de la société civile.

Au moment où le gouvernement hongrois cherche maintenant à intimider des associations qui ne partagent pas ses opinions en envoyant la police dans leurs locaux, votre proposition de nomination est un message surprenant et inquiétant qui va à l'encontre des valeurs que proclame le projet européen et des aspirations que vous avez exprimées lors de la présentation de vos orientations pour la nouvelle Commission européenne présentées au Parlement européen en juin dernier.

Pour nous, les secteurs de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Citoyenneté doivent avant tout incarner les valeurs humanistes du projet européen, valeurs d'une société ouverte et inclusive pour tous. Reculer sur la mise en œuvre de ces valeurs après avoir placé l'économie devant le social, enverrait aux citoyens un signal destructeur pour l'avenir de l'Europe. Vous comprendrez alors, Monsieur le Président, que nous n'avons pas d'autre choix que d'appeler le Parlement à rejeter votre proposition de nomination de M. Navracsics.

Convaincus que l'application ferme de l'article 11 du Traité Européen peut contribuer à rétablir la confiance des citoyens envers les institutions européennes, nous souhaitons également vous faire part d'une autre préoccupation essentielle. Conformément aux recommandations que l'Alliance pour l'Année Européenne des Citoyens¹ (EYCA) a formulées, nous demandons que la citoyenneté et le dialogue civil soit rattachés à la responsabilité d'un Vice-président de la Commission européenne.

Ce pourrait logiquement être le Vice-Président en charge d'une « Meilleure Régulation, des Relations Interinstitutionnelles, du respect de l'Etat de Droit et de la Charte des Droits Fondamentaux ». Le dialogue civil ainsi positionné pourrait, au même titre que le dialogue social, devenir un outil essentiel renforçant la légitimité démocratique du projet européen.

¹ L'Alliance pour l'Année européenne des citoyens (EYCA) regroupe 62 plateformes et réseaux associatifs européens qui rassemblent plus de 4 500 organisations dans 50 pays pour travailler ensemble dans le cadre de l'Année européenne des citoyens : <http://ey2013-alliance.eu/>. Les recommandations *Il s'agit de Nous, il s'agit d'Europe. Pour une Citoyenneté Démocratique Européenne* comptent parmi les principaux succès de cette grande mobilisation collective et elles sont disponible en téléchargement ici : http://ey2013-alliance.eu/wp-content/uploads/2013/11/web_EYCA-Report_FR.pdf

Avec le souci de la légitimité et de l'efficacité du dialogue entre les institutions européennes et la société civile dans toutes ses formes d'organisation et d'expression, pour faire vivre les valeurs proclamées du projet européen, veuillez agréer, Monsieur le Président, nos plus respectueuses salutations.

Liste des premiers signataires

